

ACTION URGENTE

TROIS IRANIENS TUÉS, D'AUTRES BLESSÉS

Trois exilés iraniens ont été tués et au moins 70 autres, tous membres de l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple (OIMP), ont été blessés le 26 décembre 2013, lorsque le camp Liberté, à Bagdad, a essuyé des tirs de roquette et de mortier.

Dans la nuit du 26 décembre, trois hommes, **Mohammad Javad Saleh Tehrani**, **Mahmoud Bornafar** et **Abbas Namvar**, ont été tués et au moins 70 autres personnes ont été blessées lors d'une attaque ciblée à la roquette et au mortier contre le camp Liberté, à Bagdad. Au moins 3 000 personnes, qui appartiennent toutes à l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple (OIMP), un groupe d'opposition iranien, vivent au camp Liberté. Une milice chiite irakienne, l'Armée d'Al Mukhtar, a revendiqué l'attaque. Amnesty International condamne fermement cette attaque, qui est la quatrième contre le camp Liberté, et appelle la communauté internationale à agir de toute urgence dans les cas de réinstallation qui ont déjà été présentés.

Le 25 décembre 2011, les Nations unies et le gouvernement irakien sont convenus que quelque 3 400 membres de l'OIMP seraient transférés du camp d'Ashraf, à une soixantaine de kilomètres au nord-est de Bagdad (gouvernorat de Diyala), au camp Liberté. La réinstallation a commencé le 18 février 2012 et s'est achevée à la mi-septembre 2012. Cependant, une centaine de personnes ont été autorisées à rester au camp d'Ashraf afin de résoudre les dernières questions liées aux biens. Le 1^{er} septembre 2013, 52 d'entre elles ont été tuées lorsque des hommes armés ont lancé une attaque et les survivants ont été emmenés au camp Liberté.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- priez instamment les autorités irakiennes de diligenter sans délai une enquête indépendante et impartiale sur l'attaque contre le camp Liberté et de déferer les responsables présumés à la justice ;
- demandez-leur de veiller à ce que des mesures soient mises en place au camp Liberté afin d'assurer la sécurité des habitants

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 13 FÉVRIER 2014 À :

Premier ministre

His Excellency Nuri Kamil al-Maliki
Convention Centre (Qasr al-Ma'aridh)
Baghdad, Irak

**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Premier ministre,**

Ministre de la Justice

His Excellency Hassan al-Shammari
Ministry of Justice
Baghdad, Irak

Peut être contacté en arabe sur le site
Internet suivant:

<http://www.moj.gov.iq/complaints.php>

**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,**

Copies à :

Ministre des Droits humains

His Excellency Mohammad Shayaa al-Sudani

Ministry of Human Rights

Baghdad, Irak

Courriel : shakawa@humanrights.gov.iq,

minister1@humanrights.gov.iq

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Irak dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

TROIS IRANIENS TUÉS, D'AUTRES BLESSÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les habitants du camp Liberté sont des membres et des partisans de l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple (OIMP), groupe politique opposé au gouvernement iranien et interdit en Iran qui a mené par le passé des actions armées contre l'État iranien. Ils étaient installés auparavant au camp d'Ashraf, qui abritait quelque 3 400 exilés iraniens, principalement des membres et sympathisants de l'OIMP, que le gouvernement de Saddam Hussein avait autorisés à entrer en Irak dans les années 1980.

Après l'invasion de l'Irak conduite par les États-Unis en mars 2003, le camp d'Ashraf et ses habitants ont été placés sous protection américaine ; cette situation a néanmoins pris fin à la mi-2009 à la suite d'un accord conclu entre les autorités américaines et le gouvernement irakien. À peine un mois plus tard, les 28 et 29 juillet, les forces de sécurité irakiennes ont pris le camp d'assaut ; au moins neuf résidents ont été tués et de nombreux autres, blessés. Trente-six habitants placés en détention auraient été torturés et battus.

En avril 2011, les troupes irakiennes ont de nouveau pris d'assaut le camp d'Ashraf en recourant à une force excessive ; elles ont notamment tiré à balles réelles sur des habitants qui tentaient de leur résister. Au moins 36 personnes ont été tuées et plus de 300 autres, blessées. Le gouvernement n'a pas ouvert d'enquête rapide, approfondie, indépendante ni impartiale sur ces actes, ce qui est contraire aux normes internationales, notamment aux Principes des Nations unies relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions.

En 2011, le gouvernement irakien a annoncé la fermeture du camp d'Ashraf après avoir réinstallé ses résidents au camp Liberté, à Bagdad. Après que la plupart de ces personnes ont déménagé, une centaine a été autorisée à rester au camp d'Ashraf afin de régler les derniers problèmes concernant les biens. Après l'attaque du 1^{er} septembre 2013 contre le camp et l'homicide de 52 de ses habitants, sept personnes ont été enlevées. On sait désormais qu'elles se trouvent aux mains des forces de sécurité irakiennes dans un lieu de détention officieux du centre de Bagdad. Les 41 habitants restants ont été transférés au camp Liberté sous la supervision des Nations unies. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'AU 242/13, MDE14/016/2013, <http://amnesty.org/fr/library/info/MDE14/016/2013/fr> et sa mise à jour.

Aux termes d'un protocole d'accord conclu en décembre 2011 entre les Nations unies et le gouvernement irakien, le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) peut traiter les demandes de protection internationale formulées par des habitants des camps. Ces derniers sont alors considérés comme des demandeurs d'asile au regard du droit international. Pour l'instant, le HCR s'est entretenu avec quelque 2 000 résidents. Cependant, de nombreux habitants ont refusé d'être interrogés en invoquant des questions de sécurité. Jusqu'à présent, 210 résidents ont été réinstallés dans trois pays, notamment en Albanie pour la majorité d'entre eux.

Noms : Mohammad Javad Saleh Tehrani, Mahmoud Bornafar et Abbas Namvar
Hommes

AU 1/14, MDE 14/001/2014, 2 janvier 2014